



**COMMUNIQUÉ DE LA TROISIÈME RÉUNION DE HAUT NIVEAU DU MÉCANISME RÉGIONAL
DE SUIVI DE L'ACCORD-CADRE POUR LA PAIX, LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION POUR LA
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO ET LA RÉGION**

Addis-Abeba, Éthiopie

Nous, signataires de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo et la région, avons tenu la troisième réunion du Mécanisme Régional de Suivi le 31 janvier 2014 à Addis-Abeba, en Éthiopie, en marge du 22ème Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Africaine. Cette réunion a été organisée conjointement par la Présidente de la Commission de l'Union Africaine, S.E Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma et le Secrétaire général des Nations Unies, S.E M. BAN Ki-moon, représenté au Sommet par son adjoint, S.E M. Jan Eliasson.

Les Chefs d'État et de Gouvernement ou les représentants des pays signataires suivants ont participé à la réunion:

République Démocratique du Congo
République d'Angola
République du Burundi
République du Congo
République du Kenya
République du Rwanda
République d'Afrique du Sud
République du Soudan
République du Soudan du Sud
République -Unie de Tanzanie
République de l'Ouganda
République de Zambie.

Les représentants de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) ont également pris part aux délibérations.

Nous avons réaffirmé que l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération reste un mécanisme effectif et viable pour la réalisation d'une paix et d'une stabilité durables en République Démocratique du Congo et dans la région et nous avons renouvelé notre engagement pour sa mise en œuvre.

Nous avons réaffirmé notre attachement à la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les pays de la région.

Nous avons accueilli favorablement la République du Kenya et la République du Soudan comme nouveaux Membres de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération.

Nous avons approuvé le Plan d'action pour la mise en œuvre des engagements régionaux pris au titre de l'Accord-cadre et avons félicité le Comité d'Appui Technique pour l'élaboration dudit plan sous la coprésidence de l'Union Africaine et des Nations Unies.

Nous avons appelé à la mise en œuvre immédiate du Plan d'action et avons demandé au Comité d'Appui Technique de soumettre, par le biais de l'Envoyée spéciale de l'ONU, Mme Mary Robinson, et du Représentant spécial de l'Union Africaine pour la Région des Grands Lacs, Ambassadeur Boubacar Diarra, un rapport d'évaluation sur sa mise en œuvre lors de notre prochaine réunion.

Nous avons convenu de continuer à mener des efforts concertés, à travers une approche multidimensionnelle, pour la mise en œuvre de l'Accord-cadre, y compris par le biais d'un dialogue politique large sur des sujets d'intérêts communs et de nous pencher davantage sur des initiatives de développement, particulièrement celles en faveur des femmes et des jeunes.

A cet égard, nous avons endossé l'initiative de l'Envoyée spéciale de l'ONU, Mme Mary Robinson, d'organiser avec la CIRGL un Forum sur l'investissement du secteur privé. Nous avons également salué le lancement par Mme Mary Robinson de la *Plateforme des femmes pour l'Accord-cadre*, afin de combattre les violences faites aux femmes et de promouvoir les moyens de subsistance durable et les efforts de développement dans la région.

Nous avons accueilli favorablement les récents développements dans l'Est de la RDC et avons salué les efforts conjoints des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO). Nous avons félicité S.E. M. Joseph Kabila, Président de la République Démocratique du Congo, et son Gouvernement pour leurs efforts visant à réformer le secteur de la sécurité et nous les avons encouragé à faire des progrès dans la mise en œuvre des engagements nationaux pris au titre de l'Accord-cadre, y compris le renforcement du Mécanisme National de Suivi.

Nous avons noté que la situation dans l'Est de la RDC restait fragile et avons exhorté le Gouvernement de la République Démocratique du Congo à étendre, sans tarder, l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire et à renforcer davantage les services de sécurité et les institutions judiciaires.

Nous avons par ailleurs appelé les pays de la région à coopérer et prendre les mesures nécessaires pour neutraliser les groupes armés illégaux, combattre l'impunité pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité, violences sexuelles liées aux conflits et autres violations flagrantes des droits de l'homme, ainsi que de mener des actions appropriées contre les personnes visées par le régime de sanctions des Nations Unies.

Conscient du fait que la situation actuelle représente une opportunité majeure pour la paix et la stabilité, nous avons appelé à des efforts et des initiatives concertées pour soutenir les progrès réalisés et les traduire en dividendes de la paix pour de meilleures conditions de vie pour les populations de la République Démocratique du Congo et de la région.

Nous avons demandé à tous les groupes armés en République Démocratique du Congo et dans la région de cesser immédiatement leurs activités, de déposer les armes, et de poursuivre leurs objectifs par des moyens politiques pacifiques.

Nous avons salué la conclusion positive du Dialogue de Kampala et le rôle positif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et celui de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Nous avons reconnu le rôle joué par le médiateur, S.E. M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda, et celui du facilitateur, le Dr. Crispus W. Kiyonga, en faveur de la conclusion du Dialogue de Kampala et les avons félicité pour leurs efforts.

Nous en avons appelé aux Nations Unies, à l'Union Africaine, à la CIRGL, à la SADC et aux autres partenaires internationaux pour soutenir les efforts du mécanisme national prévu dans le cadre du Dialogue de Kampala pour faciliter la mise en œuvre des points d'accord et accélérer les étapes visant à s'attaquer aux causes profondes du conflit dans la région.

Nous avons accueilli favorablement la tenue du Sommet conjoint de la CIRGL et de la SADC, à Pretoria, en Afrique du Sud, le 4 novembre 2013 et avons encouragé les deux organisations à poursuivre leurs efforts conjoints en soutien à l'Accord-cadre.

Nous avons félicité le nouveau président en exercice de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, S.E. M. José Eduardo dos Santos, Président de la République d'Angola et l'avons encouragé à poursuivre les efforts de son prédécesseur, le Président Museveni, et à faire usage des instruments de la CIRGL pour la promotion de la paix, la coopération et la stabilité dans la région.

Nous avons exprimé notre gratitude à l'équipe d'Envoyés spéciaux sous la coordination de Mme. Mary Robinson pour leurs inlassables efforts diplomatiques dans la région. Nous avons demandé à l'Envoyée spéciale de l'ONU, Mme Mary Robinson, de mener, dans les meilleurs délais, des consultations auprès des signataires de l'Accord-cadre sur les modalités de discussions plus approfondies entre les Chefs d'États de la région pour une mise en œuvre effective du Plan d'action, en particulier les activités prioritaires, et de faire rapport à la prochaine réunion du Mécanisme Régional de Suivi.

Nous avons également demandé au Gouvernement de la République Démocratique du Congo ainsi qu'aux Gouvernements des pays voisins de poursuivre, avec le soutien des partenaires régionaux et internationaux, leurs efforts en vue de créer les conditions nécessaires au retour librement consenti des réfugiés et des personnes déplacées dans des conditions de sécurité, et à leur réintégration sociale, conformément au droit humanitaire international et aux droits de l'homme.

Préoccupés par les événements déplorables survenus le 15 décembre à Juba, en République du Soudan du Sud, suivis par une escalade du conflit et une détérioration de la

situation humanitaire, nous avons salué la signature, le 23 janvier 2014, à Addis-Abeba, de l'Accord de cessez-le-feu entre le Gouvernement de la République du Soudan du Sud et les forces de l'opposition *du Sudan People's Liberation Movement/Army (SPLM/A)* et de l'Accord sur le Statut des détenus, facilitée par l'Autorité intergouvernementale pour le Développement (IGAD).

Nous avons condamné toutes tentatives anticonstitutionnelles de changement, par le recours à la force, du gouvernement légitimement élu, ou toutes autres tentatives de défiance à l'égard de l'ordre constitutionnel, de la démocratie et de l'État de droit en République du Soudan du Sud et avons exhorté les parties concernées à créer les conditions favorables pour la poursuite du dialogue et la recherche d'une paix durable.

Nous avons salué l'élection de Madame Catherine Samba-Panza à la tête du gouvernement de transition en République centrafricaine (RCA) et avons appelé toutes les parties concernées à œuvrer de bonne foi pour mettre fin au conflit et promouvoir la réconciliation nationale.

Nous avons décidé d'un commun accord de tenir notre prochaine réunion en septembre 2014, à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Nous avons présenté nos condoléances au Peuple et au Gouvernement de la République d'Afrique du Sud pour le décès de Nelson Mandela, ancien Président de la République d'Afrique du Sud.

Enfin, nous avons exprimé notre reconnaissance à la Présidente de la Commission de l'Union Africaine et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour avoir conjointement organisé la troisième réunion du Mécanisme Régional de Suivi et avons exprimé notre gratitude à tous ceux qui ont contribué à faire de ce Sommet un succès.